

Avec Olga Givernet pour ministre déléguée à l'énergie, un soutien affiché à la relance du nucléaire

Adrien Pécout

Cette macroniste de la première heure ne cache pas son enthousiasme face à la construction de nouveaux réacteurs dans l'Ain, dont elle est députée depuis 2017. Rattachée au ministère de la transition écologique au sein du gouvernement Barnier, elle sera également chargée d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

Macroniste de la première heure, députée (Renaissance) de l'Ain depuis 2017, Olga Givernet fait son entrée au gouvernement, samedi 21 septembre, en tant que ministre déléguée à l'énergie. Elle officiera en étant rattachée au ministère d'Agnès Pannier-Runacher (transition écologique, énergie, climat et prévention des risques). A 42 ans, cette ingénieure de formation (en électronique et en informatique) succède à Roland Lescure, qui était à la fois ministre délégué à l'industrie et à l'énergie. Différence notable : ce dernier dépendait de Bruno Le Maire, alors ministre de l'économie et des finances.

Après les législatives anticipées de juillet, réélue pour un troisième mandat de députée, Olga Givernet est devenue vice-présidente du groupe Ensemble pour la République, celui du camp présidentiel à l'Assemblée nationale.

L'élue de la troisième circonscription de l'Ain n'a jamais manqué d'afficher son soutien à la relance du nucléaire. Avec celle de Penly (Seine-Maritime) et de Gravelines (Nord), la centrale du Bugey, dans son département, non loin de la Suisse, fait partie des trois sites retenus pour construire six nouveaux réacteurs de grande puissance. « Une excellente nouvelle », réagissait-elle sur X, en juillet 2023, lorsque l'Elysée a annoncé le choix de la centrale aindinoise.

Signe de son intérêt pour l'atome, la députée rendait, en décembre 2023, un rapport au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Un texte signé avec le sénateur (Les Républicains, Maine-et-Loire) Stéphane Piednoir, pour réfléchir aux possibilités de concevoir des miniréacteurs « innovants » en France, en complément des modèles plus classiques de grande puissance.

Se défaire des combustibles fossiles

Relancer le nucléaire et accélérer le déploiement des énergies renouvelables, à commencer par le solaire et l'éolien : la nouvelle ministre déléguée à l'énergie connaît déjà les grands axes du discours présidentiel d'Emmanuel Macron à Belfort, prononcé en février 2022, pour lutter contre le réchauffement climatique et se défaire des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon) d'ici à 2050. Il lui faudra désormais fixer au plus vite une nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (la troisième du nom), pour planifier l'augmentation de ces moyens de production électrique bas carbone – ce qui aurait dû être fait, selon la loi, dès le précédent gouvernement.

Dans une vie antérieure, Olga Givernet travaillait pourtant dans un secteur très émetteur en gaz à effet de serre, l'aéronautique. Passée par la compagnie néo-zélandaise Air New Zealand, la native de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) a ensuite occupé un poste à l'aéroport de Genève, pour se spécialiser dans l'aménagement des intérieurs de jets privés.

Le déclic pour se lancer en politique ? La série télévisée danoise Borgen, qui met en scène « une femme forte et indépendante », explique, sérieusement, l'élue sur sa page Internet. Elle a d'abord exercé un mandat de conseillère municipale à Saint-Genis-Pouilly, commune de quelque 14 000 habitants, dans le pays de Gex, inscrite en 2014 sur une liste divers gauche. Puis, de fin 2015 à 2021, un mandat de conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes. Là encore, c'était sur une liste divers gauche – après avoir été encartée au MoDem (centre), un parti dont plusieurs membres composent aujourd'hui, eux aussi, le gouvernement de Michel Barnier.